



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DES HAUTES-ALPES

Préfecture  
Direction des Moyens et de la  
Coordination des Politiques  
Publiques

Bureau du Développement  
Durable et des Affaires  
Juridiques

Gap, le 01 OCT. 2015

Affaire suivie par : Elodie COTTALORDA  
Téléphone : 04.92.40.49.72.  
Télécopie : 04.92.40.48.79.  
Courriel : elodie.cottalorda@hautes-alpes.gouv.fr

### RÉCÉPISSÉ PRENANT ACTE DU BÉNÉFICE DES DROITS ACQUIS

#### Le Préfet des Hautes-Alpes

- VU le code de l'environnement et notamment les articles L 513-1 et R 513-1 ;
- VU le décret n° 2014-1501 du 12 décembre 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2008-171-1 du 19 juin 2008 autorisant la société SAB à exploiter une installation de stockage de déchets inertes à Montmaur;
- VU la déclaration d'antériorité en date du 24 septembre 2015 de la communauté de communes du Briançonnais, représentée par son premier vice-président, M. Guy HERMITTE, sollicitant le bénéfice des droits acquis pour l'installation de stockage de déchets inertes située à Saint-Chaffrey, suite à la modification de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

**donne récépissé à :**

**La Communauté de Communes du Briançonnais**  
**Représentée par son premier vice-président,**  
**M. Guy HERMITTE**  
**et dont le siège social est situé**  
**Les Cordeliers**  
**1 rue Aspirant Jan**  
**05105 BRIANCON Cedex**

de sa déclaration d'antériorité concernant l'installation de stockage de déchets inertes située à Saint-Chaffrey.

#### Caractéristiques de l'installation :

**Emplacement de l'installation :** Lieu-dit « Clôt Jouffrey » - 05330 SAINT-CHAFFREY

#### Rubrique 2760-3

Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 - installation de stockage de déchets inertes.

Volume total : 70 000 tonnes

**Cette installation est soumise au régime de l'enregistrement.**

**Prescriptions générales :**

Contenues dans l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations existantes du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.


**Prescriptions générales concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs :**

Les conditions, ci-dessus fixées, ne peuvent en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le Code du Travail et les décrets ou arrêtés réglementaires, pris en exécution dudit Livre, dans l'intérêt de l'Hygiène et de la Sécurité des Travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

**Prescriptions diverses :**

- 1°. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.
- 2°. Le pétitionnaire devra, s'il y a lieu, obtenir l'autorisation nécessaire en cas d'occupation au domaine public.
- 3°. Le présent récépissé a trait uniquement à l'actualisation administrative d'une installation classée, l'exploitant ayant à se pourvoir auprès de l'autorité compétente, des permissions nécessaires : permis de construire, etc.
- 4°. L'exploitant devra être toujours en possession de ce récépissé et sera tenu de le présenter à toute réquisition des Services de Police et à l'Inspecteur chargé de la surveillance des Installations Classées, pour le département des HAUTES-ALPES.

Pour le Préfet et par délégation  
Le chef du bureau du Développement  
Durable et des Affaires Juridiques



Carine RIBES